

L'INGÉNIERIE AU 1^{er} SEMESTRE 2026 : COMMENT SE PORTE LE SECTEUR ?

Tendance de l'ingénierie
dans la commande
publique

ÉDITION 2026



SOMMAIRE

Partie 1 : État des lieux de l'ingénierie au S1 2026 4

- Une baisse des marchés publics et de leur montant dans l'ingénierie
- Un contexte économique et politique complexe
- L'évolution des marchés en prenant en compte l'inflation
- Les marchés publics de travaux en diminution

Partie 2 : Des disparités par acheteur et par région 9

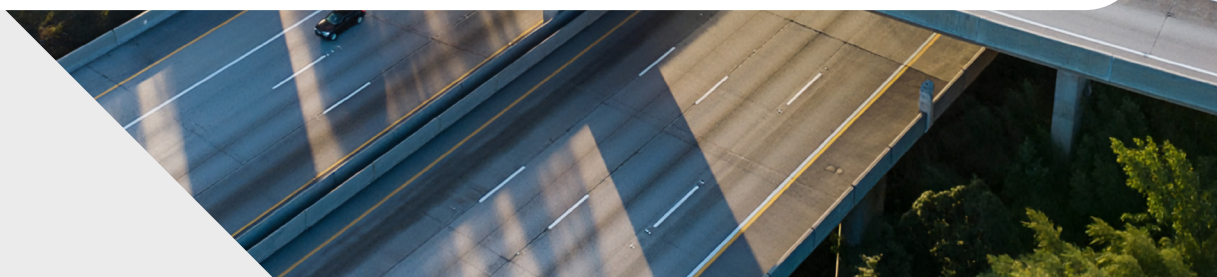
- L'évolution des marchés publics d'ingénierie selon la typologie d'acheteurs
- Le pôle local est le plus impacté
- Des contrastes marqués entre les régions

Partie 3 : Une baisse globale dans tous les secteurs 13

- État des lieux de tous les secteurs
- Des disparités dans le secteur du bâtiment
- Des secteurs inégaux dans les marchés d'infrastructures
- L'environnement en baisse après des années d'augmentation

Partie 4 : Bilan de l'étude et perspectives pour 2027 19

- Quels constats tirer de ce premier semestre 2026 ?
- Quelles prévisions pour la fin d'année et 2027 ?
- La méthodologie Vecteur Plus



ÉDITO

Le premier semestre 2026 confirme le tournant engagé en 2025 pour les marchés publics d'ingénierie. Tous les indicateurs restent orientés à la baisse, dans un contexte où les tensions économiques, politiques et géopolitiques se maintiennent et contraignent les acheteurs publics à ralentir leurs investissements dans les grandes transitions écologique, énergétique et numérique.

Depuis la création de ce baromètre en 2019, Syntec-Ingénierie a souhaité mettre à la disposition de ses adhérents, et plus largement de l'ensemble de la filière, un outil d'analyse des dynamiques économiques à l'œuvre au sein de la commande publique, enjeu structurant pour la profession. À l'issue de ce premier semestre 2026, ces données permettent de dresser le tableau d'une situation atone, dont l'issue dépendra largement de la seconde moitié de l'année.

Après plusieurs années de croissance, la commande publique d'ingénierie poursuit la baisse amorcée en 2025. Le premier semestre 2026 est le plus bas enregistré depuis 2019 en nombre de projets. Ses montants sont inférieurs, en euros constants, à ceux du premier semestre 2020, période pourtant marquée par le double impact de la pandémie de covid-19 et des élections municipales. Les marchés de travaux connaissent également une contraction importante : le ralentissement dépasse le seul champ de l'ingénierie.

Ce premier semestre est mécaniquement affecté par le cycle électoral municipal du printemps 2026 qui a fortement pesé sur l'activité du pôle local et conduit à un quasi-gel des investissements. Toutefois, l'ampleur de la baisse ne saurait s'expliquer par ce seul facteur. D'autres éléments y concourent : la poursuite des crises géopolitiques, la dégradation des finances publiques, mais aussi des évolutions liées au relèvement à 60 000 € HT des seuils de publicité obligatoire pour les marchés publics depuis avril 2026. Ce relèvement fait sortir une partie de ces marchés du périmètre de notre étude, sans qu'il soit encore possible d'en mesurer précisément l'impact.

Les volumes du second semestre 2026, déjà en proie à l'exacerbation des crises antérieures, devraient constituer des indicateurs charnières. La mise en place des exécutifs municipaux et l'engagement de leurs projets de mandat devraient conduire à une reprise des activités du pôle local. La commande publique d'ingénierie devrait donc repartir nettement. L'intensité de cette reprise permettra de trancher : sortons-nous d'une phase de contraction conjoncturelle, due au cycle électoral municipal, ou la tendance baissière se confirme-t-elle durablement ?

Christophe LONGEPIERRE
Délégué général de Syntec-Ingénierie

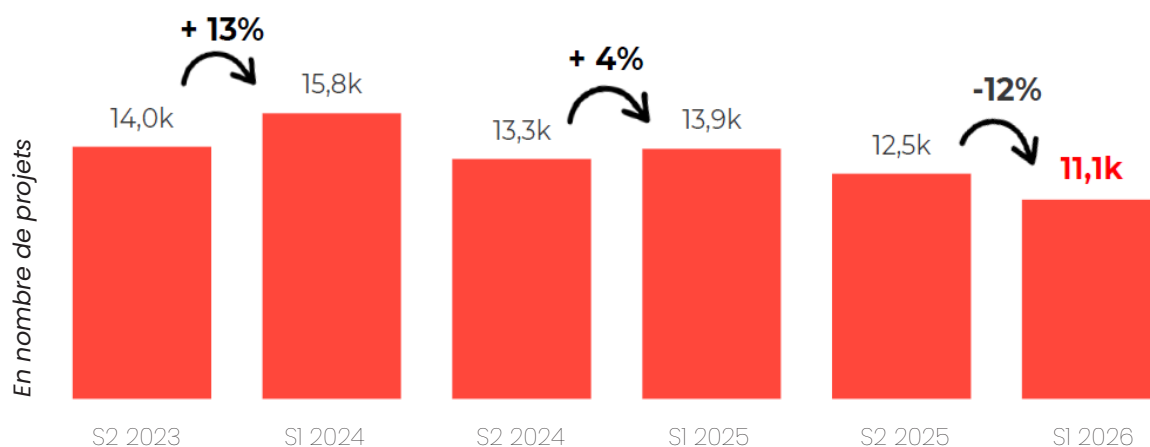


1

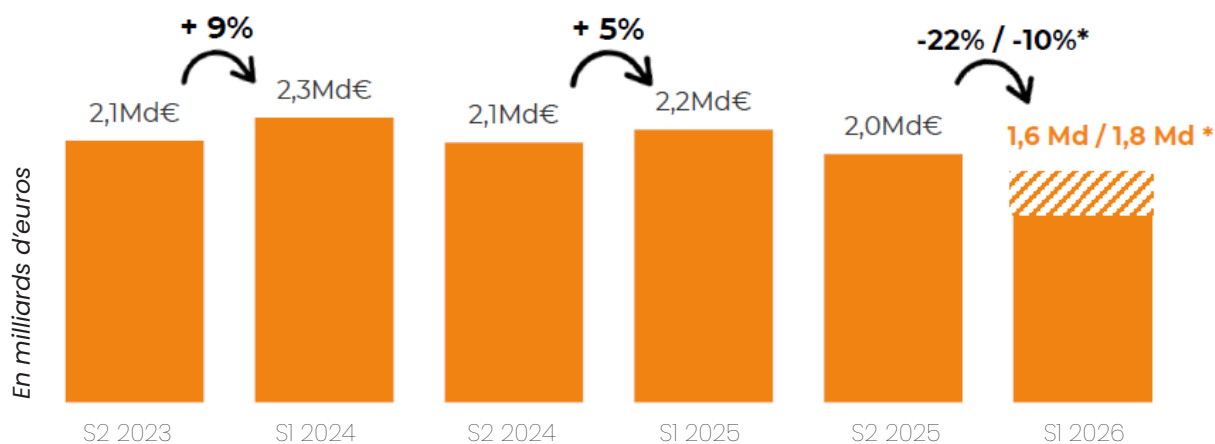
État des lieux de l'ingénierie au S1 2026

La commande publique est touchée par une forte baisse des marchés. Le volume et la valeur des projets passés depuis 2022 ne cessent de diminuer. Une baisse qui impacte tous les secteurs, y compris l'ingénierie. **Comment se comporte l'ingénierie face à cette chute des marchés ?**

Une baisse des marchés publics et de leur montant dans l'ingénierie



Évolution des marchés publics d'ingénierie en volume du second semestre 2023 au premier semestre 2026.

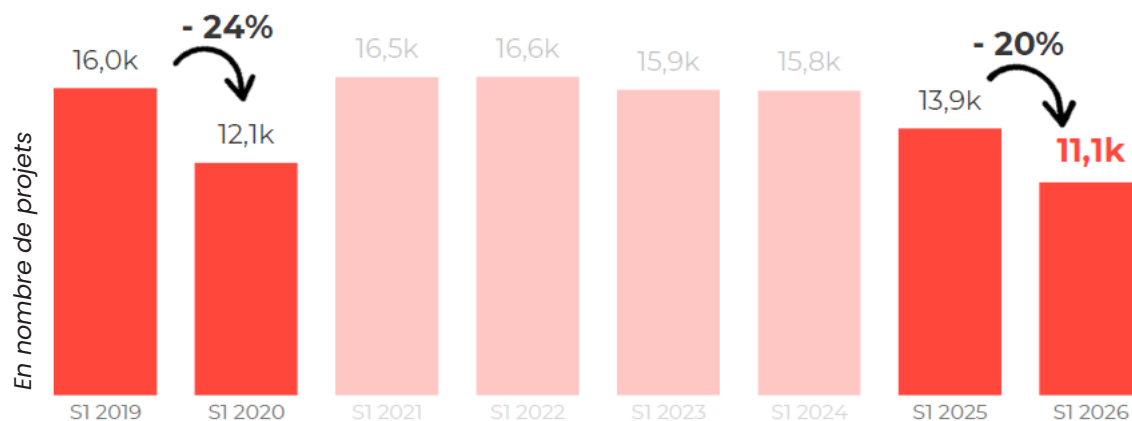


Montants prévisionnels : Prise en compte des marchés exceptionnels dont l'attribution n'est pas encore publiée.

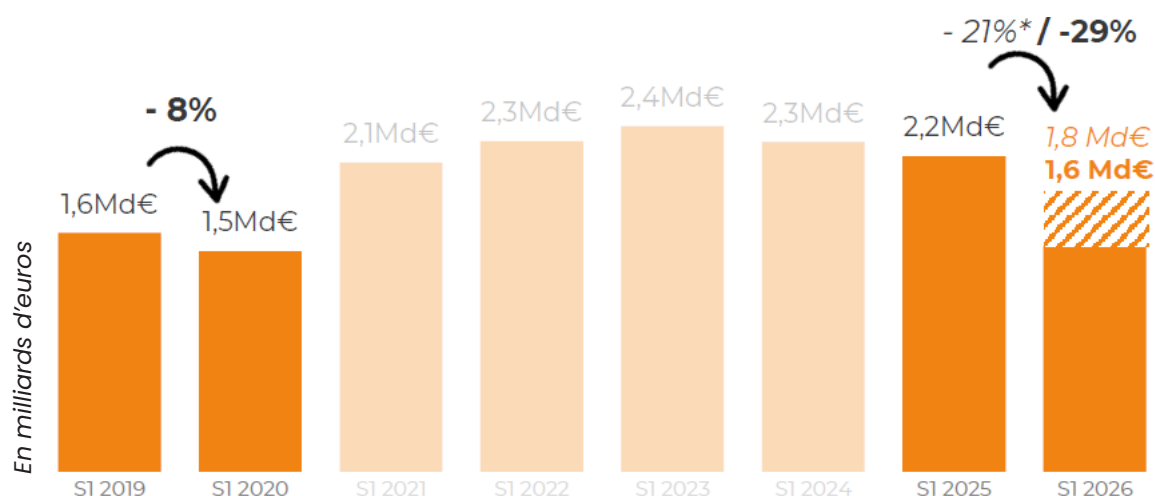
Évolution des marchés publics d'ingénierie en valeur du second semestre 2023 au premier semestre 2026.

Le premier semestre 2026 est le plus bas de ces trois dernières années avec 11 100 marchés publics d'ingénierie pour un montant de 1,6 milliard d'euros (1,8 milliard d'euros en prévisionnel). Ces chiffres sont en baisse par rapport au second semestre 2025 avec -12 % en volume et -22 % en valeur (-10 % en prévisionnel).

La tendance est inversée dans le comportement des marchés de l'ingénierie. Habituellement, les premiers semestres sont plus forts que les seconds semestres. Pour la première fois depuis 2020, on retrouve une inversion de cette tendance avec un second semestre plus important que le premier semestre.



Comparaison des marchés publics d'ingénierie en volume sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.



Montants prévisionnels : Prise en compte des marchés exceptionnels dont l'attribution n'est pas encore publiée.

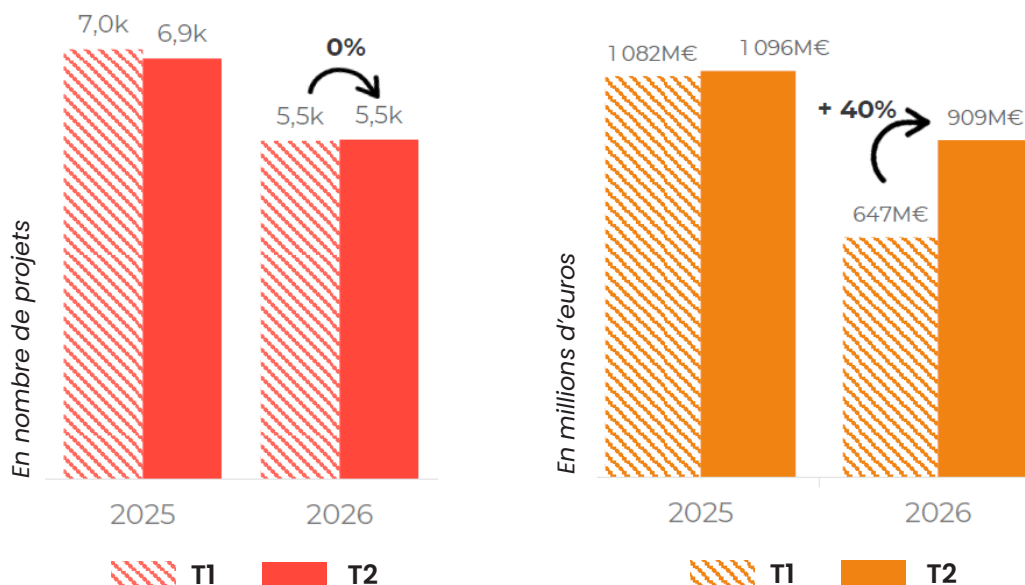
Comparaison des marchés publics d'ingénierie en valeur sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

En comparant l'ensemble des premiers semestres depuis l'année 2019, on constate une chute importante entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026, autant en volume qu'en valeur. En effet, le premier semestre 2025 enregistrait 13 900 marchés publics pour un montant de 2,2 milliards d'euros, tandis que le premier semestre 2026 comptait 11 100 marchés publics pour un total de 1,6 milliard d'euros (1,8 milliard en prenant en compte les montants prévisionnels), soit une baisse de -20 % en volume et une baisse de -29 % en valeur (-21 % en prévisionnel). **Le contexte des élections municipales en mars 2026 explique en partie la baisse de ces marchés.**

Une baisse qui était aussi bien présente lors des dernières élections municipales de 2020. Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, la diminution était de -24 % en volume et de -8 % en valeur de marchés publics d'ingénierie. Des chiffres qui confirment **l'impact des élections municipales sur la baisse des marchés publics**, mais qui sont toutefois à nuancer en raison de la pandémie mondiale du Covid-19 qui a touché la France et impacté la commande publique cette même année.

La reprise des marchés publics au second semestre 2026 permettra de distinguer les effets des élections municipales sur la commande publique.

Un contexte économique et politique complexe



Comparaison des marchés publics d'ingénierie, en volume et en valeur, entre les premiers et seconds trimestres en 2025 et 2026.

Concernant le nombre de marchés publics passés au premier trimestre 2026, le comportement est quasi similaire à 2025, avec deux trimestres globalement à l'équilibre, voire en légère hausse. Cependant, concernant la partie montant, il y a une augmentation de 40 % entre le premier trimestre et le second trimestre 2026. Une hausse qui pourrait s'expliquer par le contexte de reprise à la suite des élections municipales en mars 2026.

Quelles sont les principales raisons de cette baisse ?

- **N°1 : Les élections municipales :**

Le premier trimestre est plus touché en montant puisque les marchés publics sont mis « en pause » avant l'élection du nouveau conseil municipal. En effet, les élus n'ont plus le droit de communiquer sur les projets publics durant les six mois qui précèdent les élections. Une interdiction qui se répercute inévitablement sur les décisions des acheteurs, d'initier ou non des projets avant, et jusqu'à neuf mois après les élections.

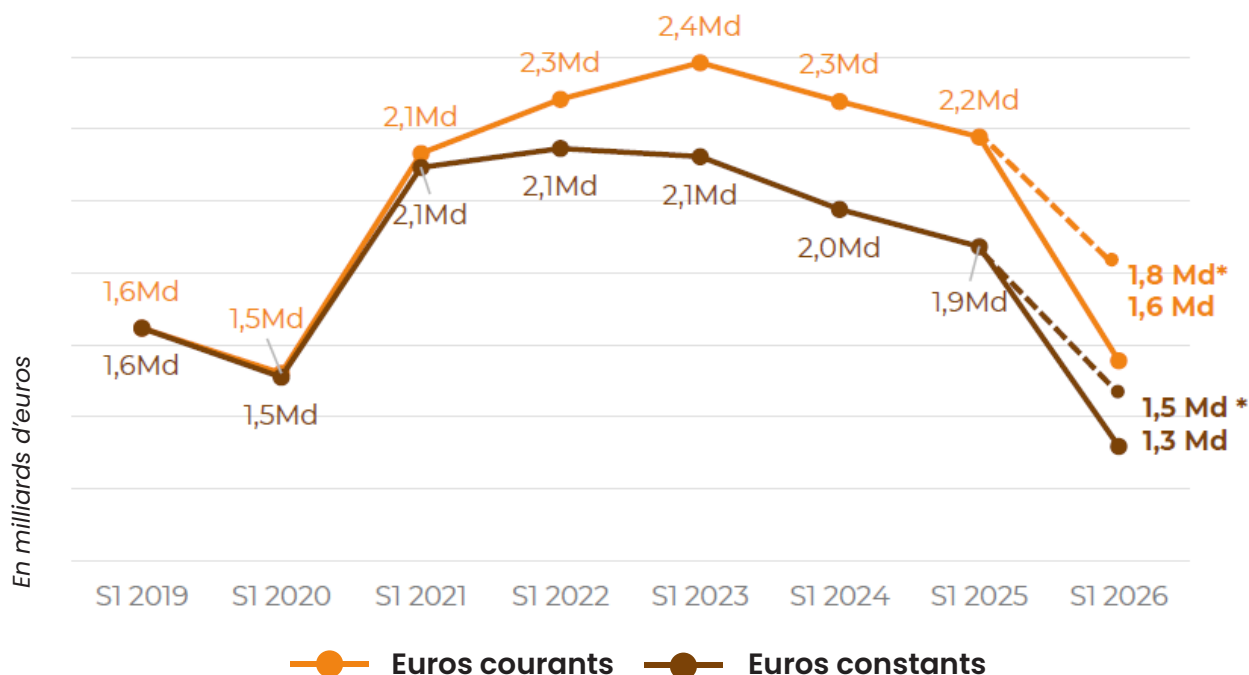
- **N°2 : La hausse des seuils de publicité :**

Les acheteurs sont dans l'obligation de publier leurs marchés sur des plateformes adaptées lorsque ceux-ci dépassent certains seuils. Ces seuils, qui s'élevaient à 40 000 € HT pour les marchés de services et de fournitures jusqu'au 1^{er} avril 2026, ont été réhaussés à 60 000 € HT. Une hausse qui rend facultative la publication de ces marchés et les rends donc indétectables, ce qui peut aussi expliquer en partie la baisse des marchés. Toutefois, il est pour le moment complexe de dissocier l'effet de cette hausse de celui des élections municipales.

- **N°3 : La pression budgétaire sur les collectivités :**

Le contexte économique et politique engendre une incertitude de l'État sur le nouveau budget et les dotations pour 2027. Une incertitude qui risque de perdurer jusqu'à l'élection présidentielle l'année prochaine. Pour le moment, l'État pousse les collectivités à prioriser la recherche d'économies dans les achats publics.

L'évolution des marchés en prenant en compte l'inflation



Comparaison en valeurs de marchés publics d'ingénierie entre l'ensemble des premiers semestres de 2019 à 2026.

NOTE MÉTHODO

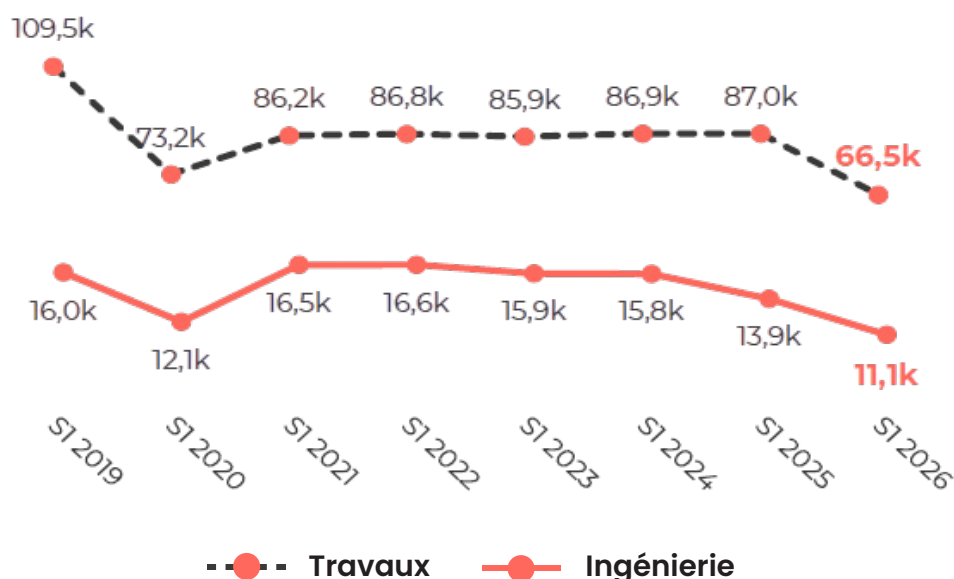
Pour avoir une comparaison fiable avec les élections municipales de 2020, il faut prendre en compte l'effet de l'inflation sur les chiffres du premier semestre 2026. On parle alors en « euros constants » pour comparer des chiffres équivalents hors inflation.

L'inflation est estimée à +1,6 % sur ce premier semestre 2026 selon les chiffres de l'INSEE. Une inflation en hausse par rapport à 2025 où celle-ci était plus proche de +0,2 % d'augmentation. En prenant en compte l'inflation, le premier semestre 2026 est supérieur, mais en enlevant l'effet de l'inflation et en comparant les montants sur la même base, on se rend compte que le montant des commandes de 2026 est inférieur à 2020. Cela représente une baisse en valeur de -13 % en euros constants et de -4 % en montant prévisionnel. Une diminution qui est fortement liée à la baisse du volume global de commandes. En comparaison au premier semestre 2025, la baisse serait de -29 % en euros constant et de -18 % en prévisionnel.

Éléments de réponse

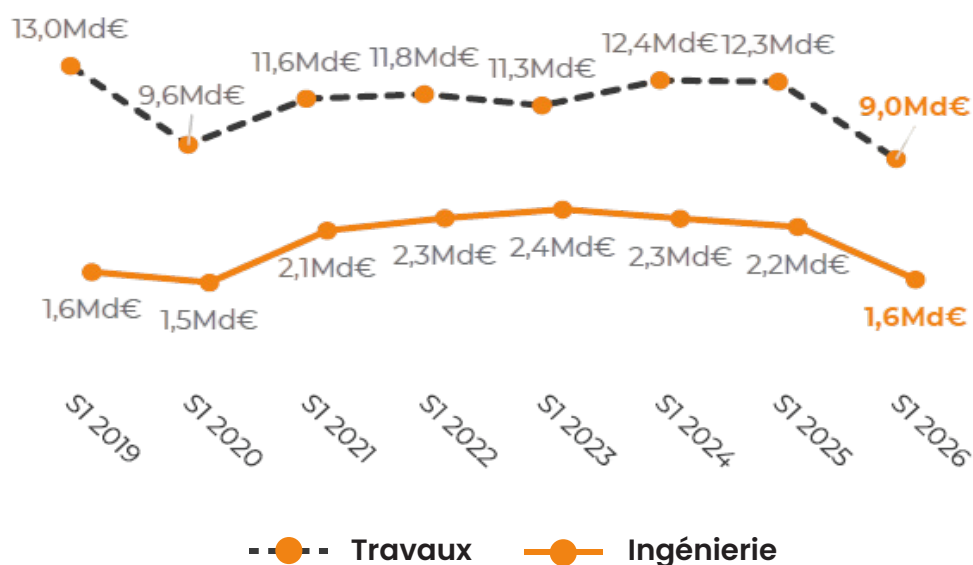
Aujourd'hui, **les collectivités territoriales, et notamment les départements, subissent une forte pression de la part de l'État**. Elles doivent consacrer une part importante de leurs ressources aux dépenses sociales et à la sécurité. Pourtant, l'État a réduit ses aides dans les projets locaux, entraînant une baisse de l'investissement public plus marquée que d'ordinaire. Dans ce contexte d'incertitudes et de contraintes budgétaires, investir et lancer de nouveaux projets devient complexe. Sans l'appui de l'État, une collectivité peut difficilement s'engager dans des projets de grande envergure.

Les marchés publics de travaux en diminution



Comparaison entre marchés publics d'ingénierie et de travaux en volume sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

Les marchés publics de travaux marquent une forte baisse de -23 % au premier semestre 2026 par rapport au premier semestre 2025, contre -20 % en ingénierie. Si la baisse est presque identique pour ces deux secteurs, le décrochage est beaucoup plus soudain du côté des travaux qui étaient jusqu'en 2025 en légère hausse. Les marchés d'ingénierie continuent quant à eux une descente amorcée depuis plusieurs années avec les chiffres les plus bas depuis 2019.



Comparaison entre marchés publics d'ingénierie et de travaux en valeur sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

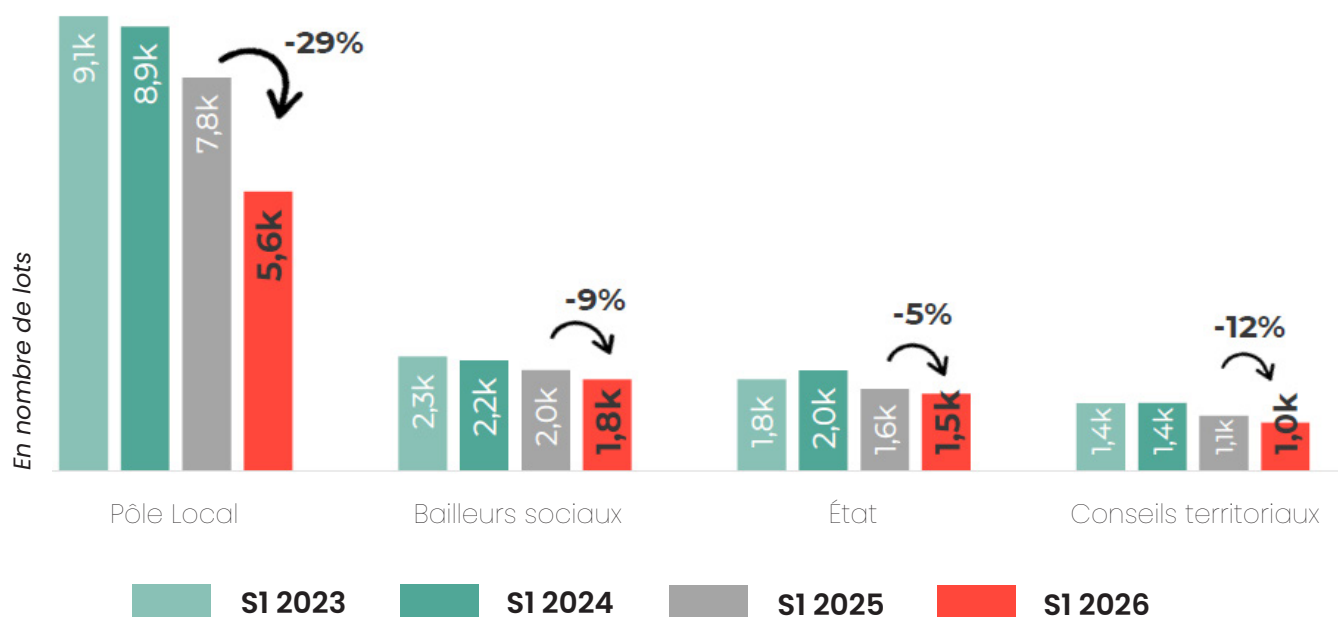
Même constat du côté de la valeur des marchés publics passés pour l'ingénierie et les travaux. Les travaux marquent une baisse de -27 % en montant entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026, contre -29 % pour les marchés d'ingénierie. Une chute qui ne touche pas uniquement les marchés de travaux et d'ingénierie, mais aussi plus largement **la commande publique dans sa globalité**. Cette tendance de fond est intensifiée en 2026 par l'impact des élections municipales.

2

Des disparités par acheteur et par région

Cette diminution des marchés publics d'ingénierie touche l'ensemble des acheteurs et des régions. **Mais qui sont les acheteurs publics les plus touchés par cette baisse des marchés publics d'ingénierie ? Et quels sont les contrastes et les évolutions entre les différentes régions ?**

L'évolution des marchés publics selon la typologie d'acheteurs

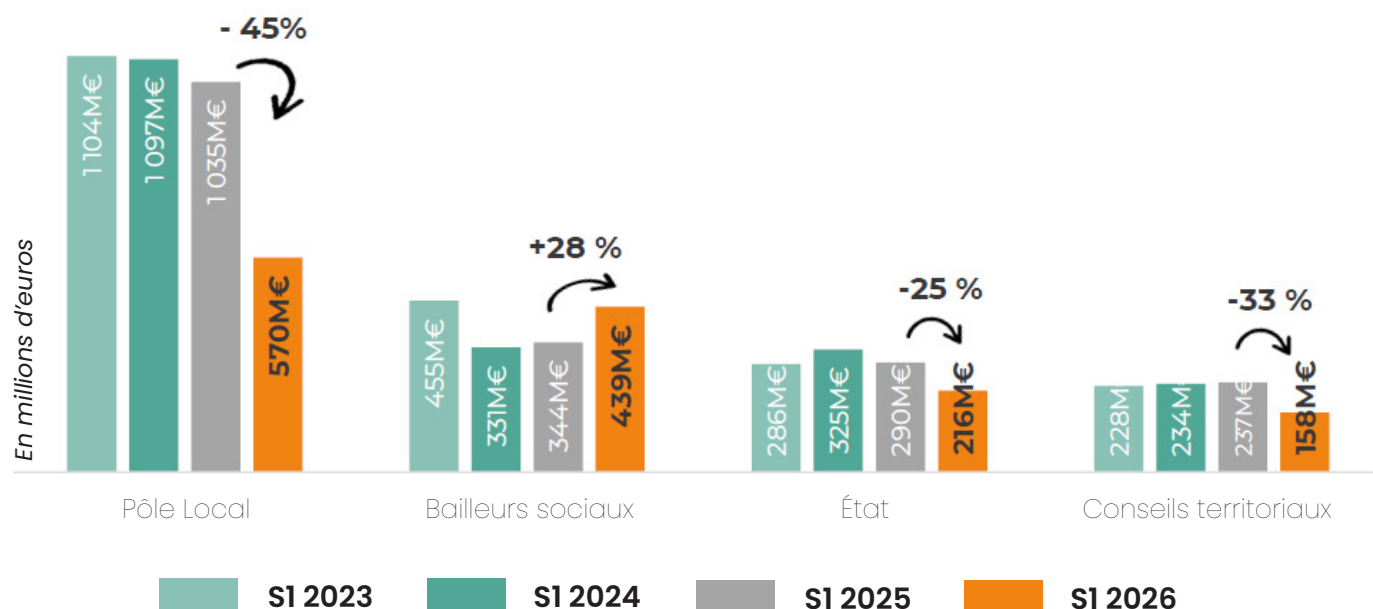


Évolution par semestre du volume des marchés d'ingénierie passés par typologie d'acheteurs depuis 2023.

Au premier semestre 2026, le pôle local est toujours porteur de la majorité des projets, mais en diminution de -29 % par rapport au premier semestre 2025, passant ainsi de 7 800 marchés à 5 600 marchés publics d'ingénierie. Les années précédentes, le pôle local dominait largement les autres acheteurs publics contrairement à 2026 où l'écart se resserre.

Les conseils territoriaux sont aussi en diminution de -12 % entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026. Une chute de ces deux typologies d'acheteurs qui s'explique encore une fois par l'impact des élections municipales. En effet, ces deux acheteurs publics sont les plus touchés par les mesures légales de restriction qui encadrent la passation d'appels d'offres lors du processus électoral.

Les marchés d'ingénierie passés par les bailleurs sociaux et l'État sont eux aussi en baisse, respectivement de -9 % et de -5 %, même s'ils sont beaucoup moins impactés que les autres acheteurs par le contexte politique de ce début d'année.



Évolution par semestre du montant des marchés d'ingénierie passés par typologie d'acheteurs depuis 2023.

Même constat qu'en volume, le pôle local qui représente habituellement la majorité des parts de marché des acheteurs publics, est en chute libre avec une baisse très marquée de -45 % entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026. Le pôle local passe alors de 1 035 millions d'euros à 570 millions d'euros.

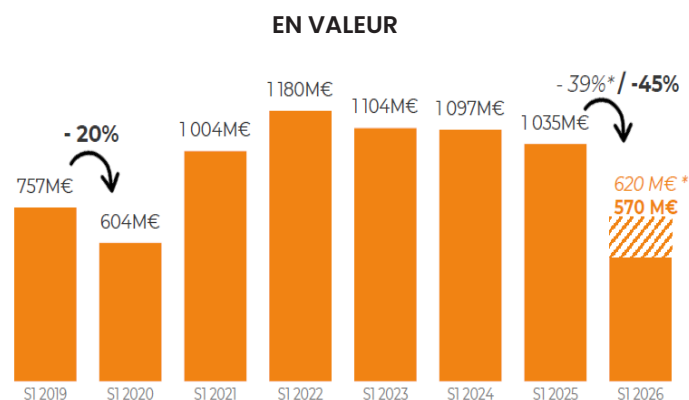
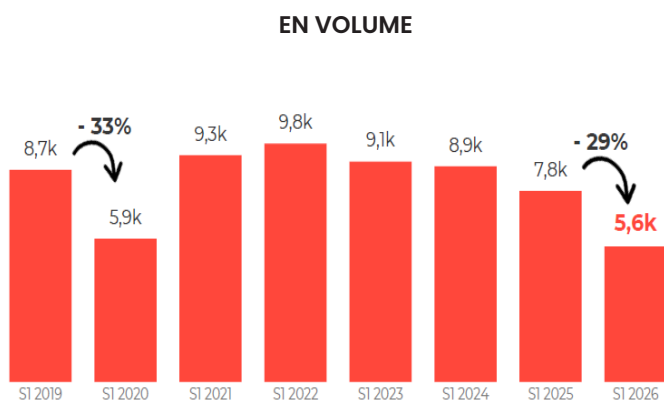
Les conseils territoriaux et l'État sont eux aussi en forte baisse avec respectivement -33 % et -25 % de valeur de marchés passés en moins par rapport à l'année passée.

À l'inverse, les bailleurs sociaux sortent du lot avec une forte hausse de +28 % en valeur, passant de 344 millions d'euros de marchés au premier semestre 2025 à 439 millions d'euros de marchés au premier semestre 2026. Si les bailleurs sociaux ont publié moins de marchés publics durant ce premier semestre 2026, ceux-ci étaient beaucoup plus conséquents en valeur.

Les élections municipales ont bien un impact sur certaines typologies d'acheteurs publics. Si le pôle local est profondément touché par les politiques publiques, ainsi que les conseils territoriaux, ce n'est pas le cas des bailleurs sociaux. Ils se démarquent sur ce premier semestre 2026 par une forte augmentation du montant des marchés passés.



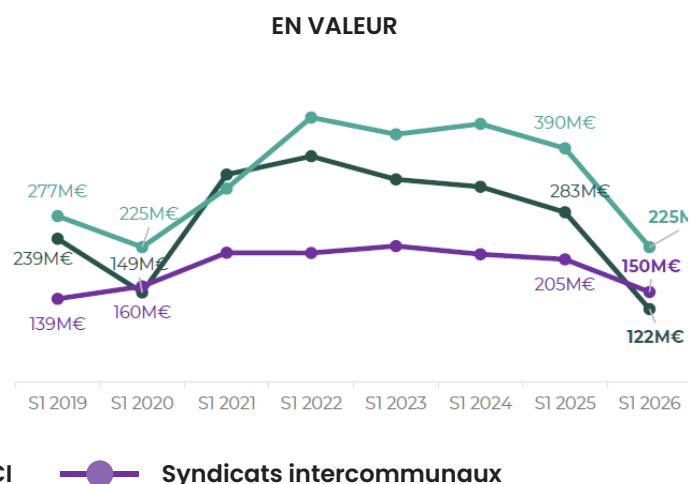
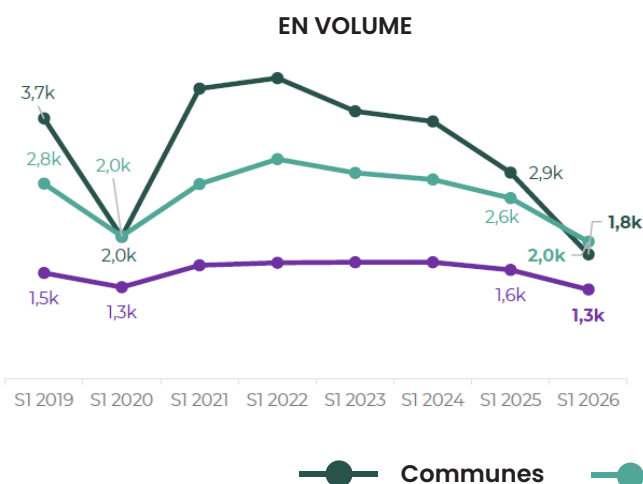
Le pôle local est le plus impacté



Montants prévisionnels : Prise en compte des marchés exceptionnels dont l'attribution n'est pas encore publiée.

Évolution par semestre du montant et du volume des marchés d'ingénierie passés par le pôle local depuis 2019.

Après un pic observé au premier semestre 2022, **le pôle local est en baisse continue**, autant en volume qu'en valeur de marchés. Avec 5 600 marchés passés, le premier semestre 2026 est aussi plus bas que le premier semestre 2020, année des précédentes élections municipales. Cependant, en prenant en compte le montant prévisionnel, le premier semestre 2026 serait supérieur en valeur au premier semestre 2020 avec 620 millions d'euros contre 604 millions d'euros en 2020.



Communes EPCI Syndicats intercommunaux

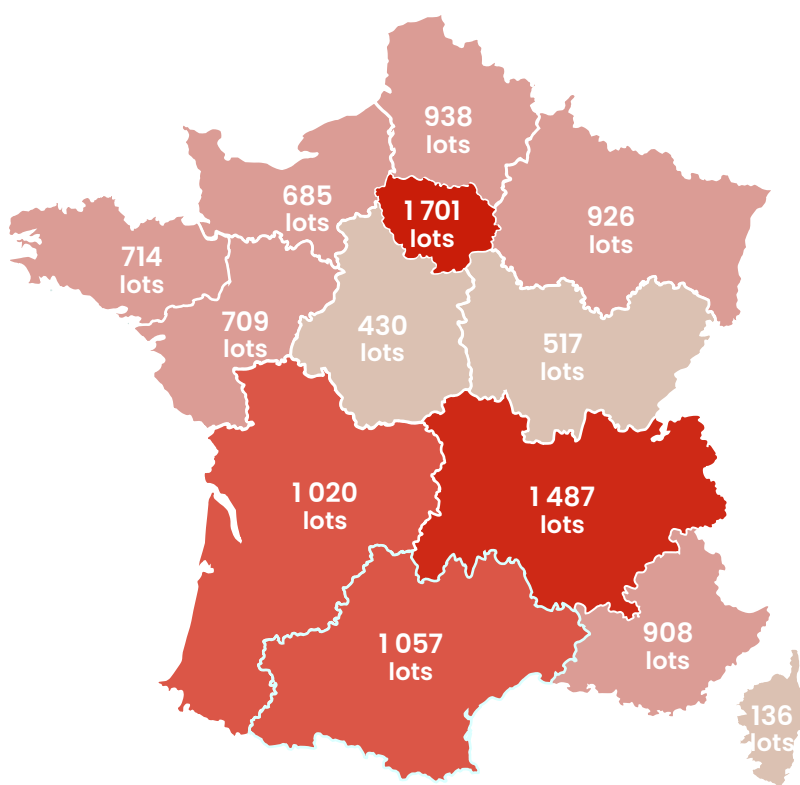
Évolution par semestre du montant et du volume des marchés d'ingénierie passés par les différents acheteurs du pôle local depuis 2019.

Le pôle local est porté en majorité par les communes, EPCI et syndicats intercommunaux. Les trois typologies d'acheteurs enregistrent une diminution de marchés d'ingénierie passés pour ce premier semestre 2026, avec une baisse plus marquée pour les communes avec -40 % en volume et -57 % en valeur.

Les marchés passés par les communes sont inférieurs à ceux des EPCI en termes de volume et inférieurs en montants à ceux des syndicats intercommunaux au premier semestre 2026. Un phénomène déjà observé lors des élections municipales de 2020.

L'effet des élections municipales est très fort sur les communes. Cependant, les derniers cycles électoraux ont montré une reprise de la publication des marchés dans les 6 à 12 mois suivant les élections. Si l'année 2026 suit la même tendance, on devrait donc voir apparaître une montée progressive des projets, une fois les équipes municipales réorganisées.

Des contrastes marqués entre les régions



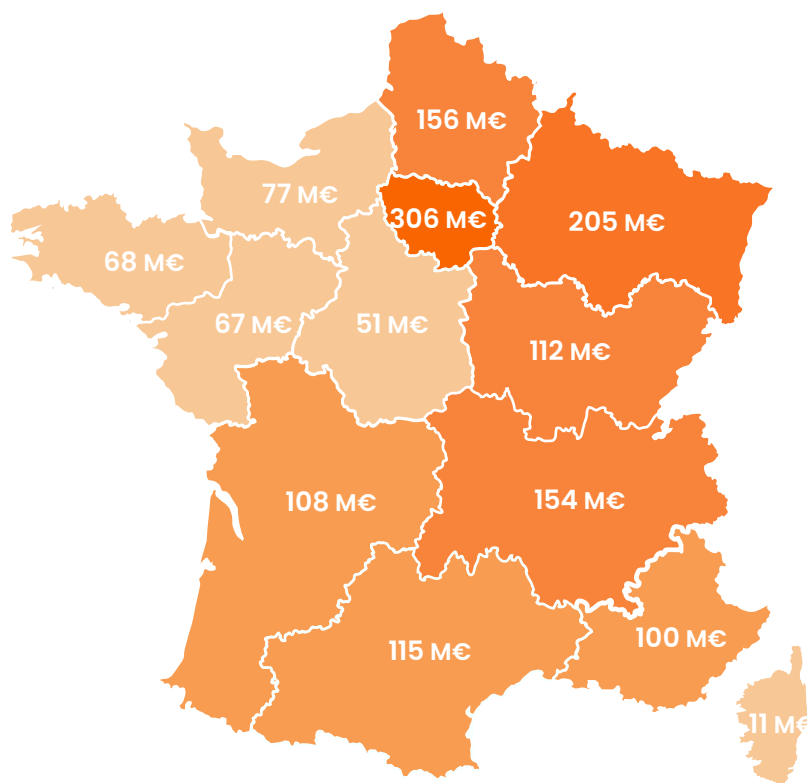
Cartographie en volume des marchés de l'ingénierie par région d'exécution au premier semestre 2026.

- 1 ÎLE-DE-FRANCE : -12 %
- 2 AUVERGNE-RHÔNE-ALPES : -25 %
- 3 OCCITANIE : -15 %

La région Île-de-France est toujours la première de ce top 3 avec 1701 marchés passés au premier semestre 2026, malgré une baisse de -12 %.

L'Auvergne-Rhône-Alpes marque une forte diminution avec -25% de marchés, soit 1 487 lots.

L'Occitanie, avec 1 057 lots, passe de peu devant la région Nouvelle-Aquitaine, qui occupait la troisième position depuis plusieurs années.



Cartographie en valeur des marchés de l'ingénierie par région d'exécution au premier semestre 2026 (en millions d'euros).

- 1 ÎLE-DE-FRANCE : -21 %
- 2 GRAND EST : +37 %
- 3 HAUTS-DE-FRANCE : -10 %

Les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sortent du top 3 pour laisser place au Grand Est et Hauts-de-France.

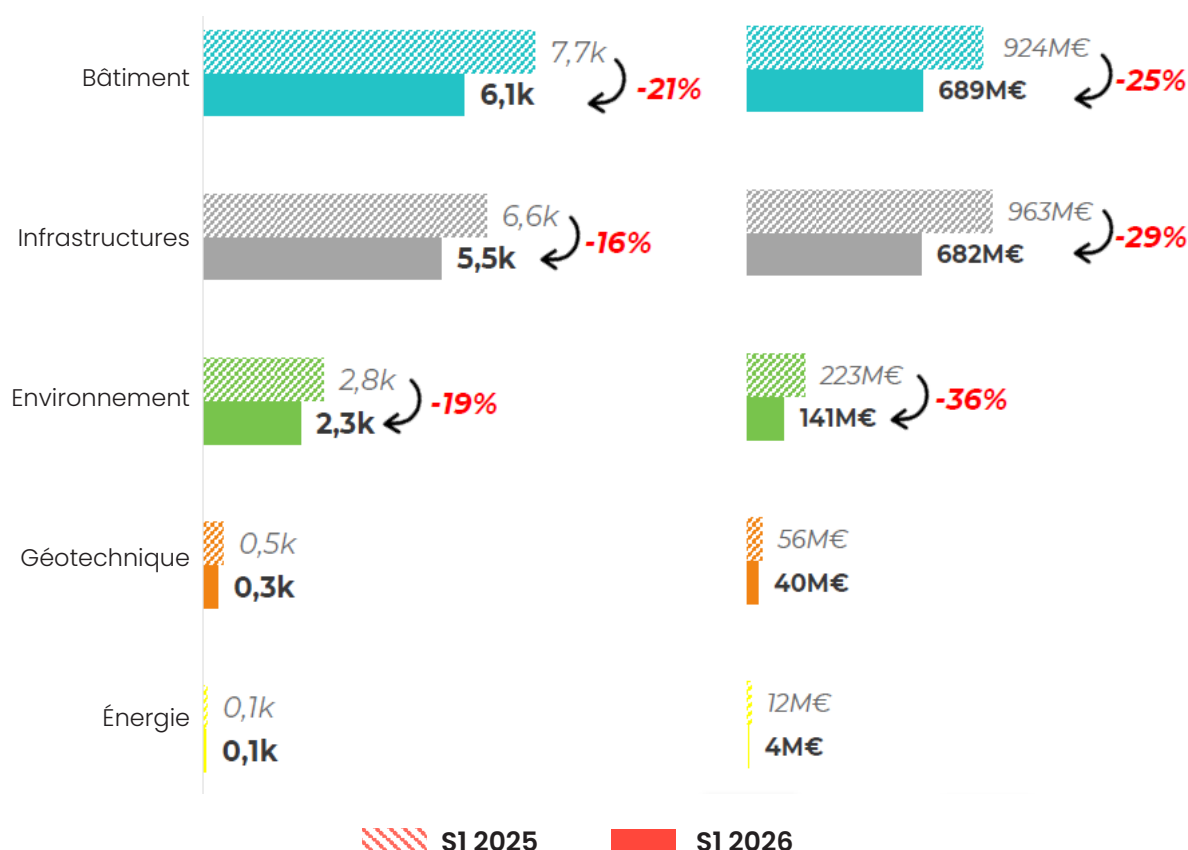
La région Grand Est est d'ailleurs la seule à augmenter de +37 % en montant de marchés publiés. Une augmentation à nuancer puisque l'année 2025 était particulièrement basse pour la région Grand Est.

3

Une baisse globale dans tous les secteurs

Le bâtiment, les infrastructures et l'environnement sont les principaux secteurs portés par les marchés publics d'ingénierie. **Face à la baisse globale de la commande publique, comment se comporte chacun de ces secteurs au premier semestre 2026 ?**

État des lieux de tous les secteurs



Évolution des marchés d'ingénierie passés, en volume et en valeur, par secteur d'activité entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026.

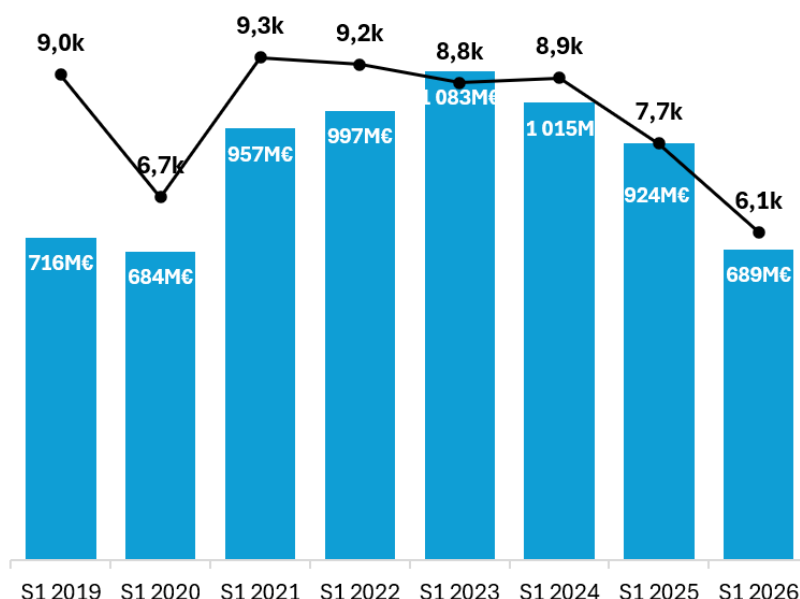
Les secteurs du bâtiment et des infrastructures sont les plus porteurs avec 81 % du volume de marchés et 88 % des montants des marchés d'ingénierie. Le bâtiment et les infrastructures sont aussi touchés par une diminution des marchés d'ingénierie entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026.

Les marchés du bâtiment sont plus impactés que les infrastructures en termes de volume, mais à l'inverse, moins impactés en montant. Les marchés de l'environnement, en hausse depuis plusieurs années, sont également touchés par cette baisse avec -19 % en volume et -36 % en valeur.

La baisse globale des marchés portés par les acheteurs du pôle local impacte l'ensemble des secteurs de l'ingénierie.

Des disparités dans le secteur du bâtiment

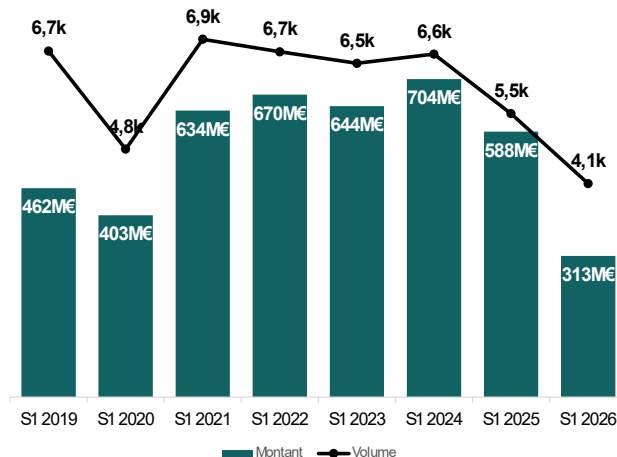
Bâtiment



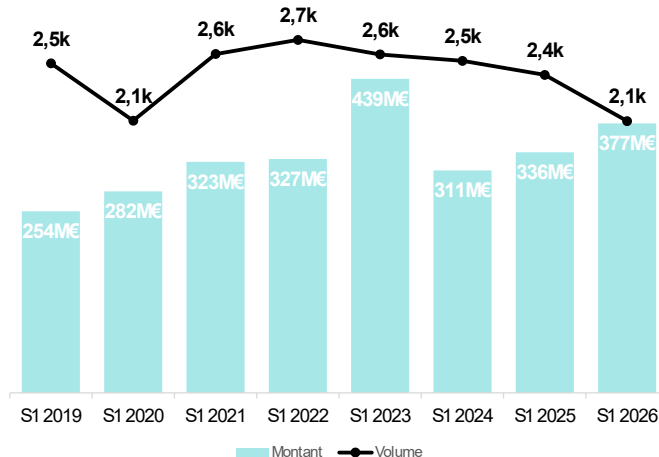
Évolution du volume et de la valeur des marchés d'ingénierie dans le secteur du bâtiment sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

Le secteur du bâtiment est marqué par une baisse des volumes de projets, en continu depuis 2023. Au premier semestre 2026, le bâtiment enregistre donc au global 6 100 lots pour un montant de 689 millions d'euros.

Zoom TERTIAIRE



Zoom RÉSIDENTIEL



Évolution du volume et de la valeur des marchés d'ingénierie dans les secteurs du tertiaire et du résidentiel sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

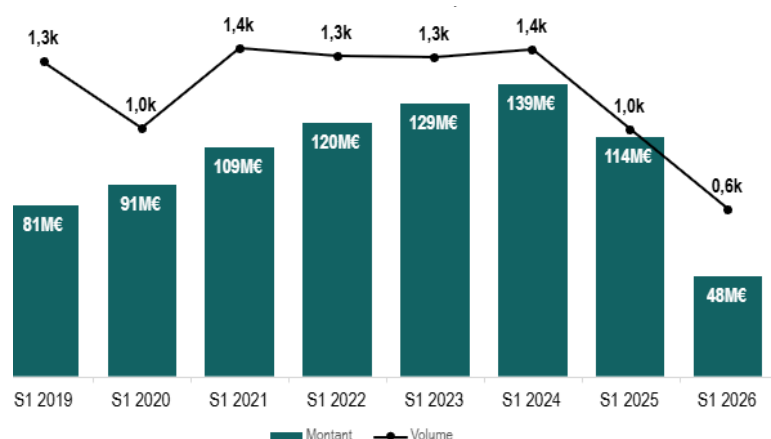
Dans le cadre de cette étude, le secteur du bâtiment se divise en deux sous-catégories : le bâtiment tertiaire et le bâtiment résidentiel. Dans le détail, le tertiaire est plus touché, avec une diminution de -25 % en volume, contre -15 % pour le résidentiel. Il en va de même pour les montants qui enregistrent -47 % dans le tertiaire et +12 % dans le résidentiel.

Pour la première fois depuis plusieurs années, **la part de marché du résidentiel est supérieure à celle du tertiaire en valeur de marché**. Cette particularité s'explique par la hausse des montants des marchés passés par les bailleurs sociaux. En ce premier semestre 2026, seuls les bailleurs sociaux se démarquent et portent donc avec eux une augmentation des montants de marchés dans le secteur du bâtiment résidentiel.

Zoom sur le secteur du bâtiment tertiaire

Bâtiments scolaires et périscolaires

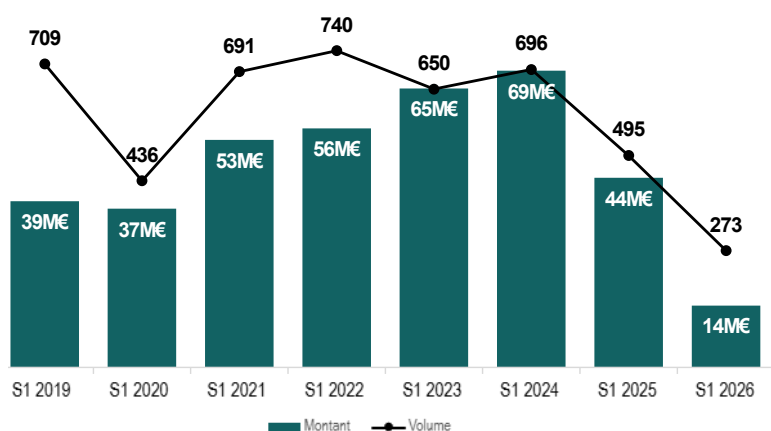
-36 % en volume | -58 % en valeur



La baisse du secteur tertiaire s'explique en partie par **la réduction du nombre de projets de construction et de rénovation des bâtiments périscolaires et scolaires** avec -36% en volume et -58% en valeur sur cette typologie de bâtiments. Des dépenses majoritairement liées aux communes et départements, très touchés sur ce premier semestre par les élections municipales.

Bâtiments sportifs

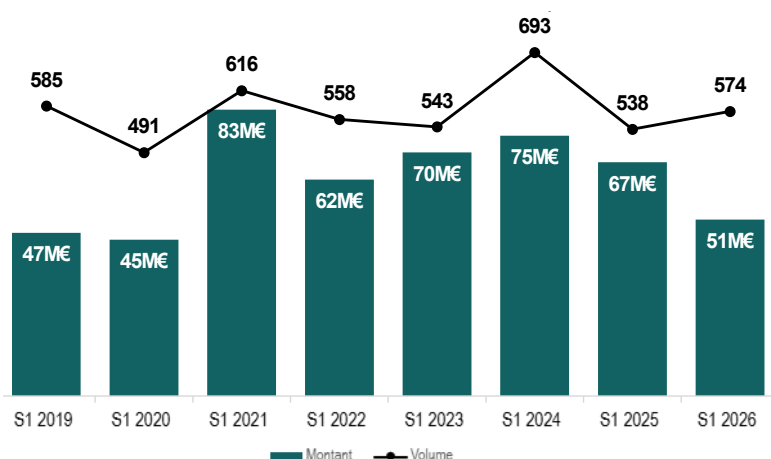
-45 % en volume | -67 % en valeur



Même constat du côté des bâtiments sportifs, eux aussi directement liés aux investissements des communes, avec une baisse de -45 % en volume de marchés et -67 % en valeur. Le pôle de dépenses des communes étant « en pause », le temps que le nouveau conseil se mette en place, **il faudra attendre plusieurs mois avant la reprise de ces investissements.**

Bureaux et immobilier d'entreprise

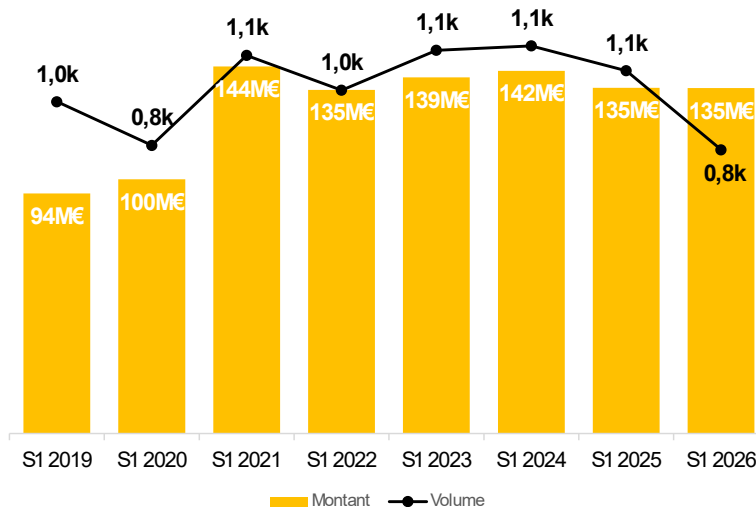
+7 % en volume | -24 % en valeur



A contrario, **le secteur des bureaux et de l'immobilier d'entreprise connaît une évolution en volume de +7 %**. En effet, il est beaucoup moins impacté par les élections municipales, ce qui explique cette hausse. Cependant, pour les montants, ce secteur suit la même tendance à la baisse, avec -24 % en valeur de marchés au premier semestre 2026.

Des secteurs inégaux dans les marchés d'infrastructures

Énergie*

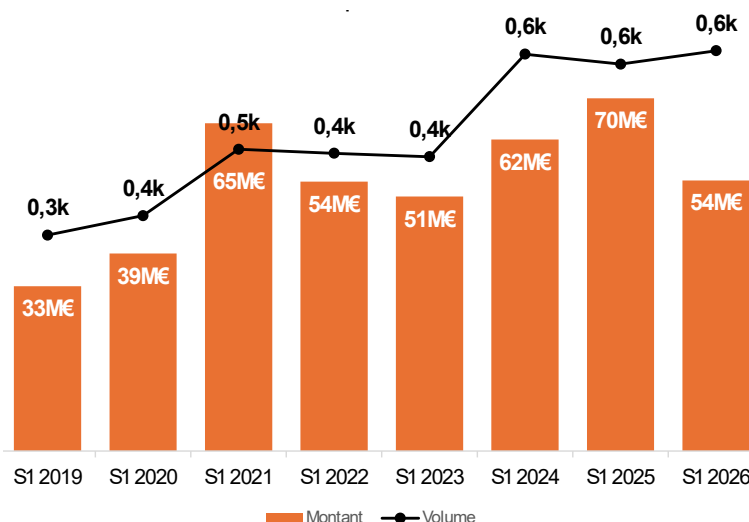


-22 % en volume | +0 % en valeur

Au premier semestre 2026, les marchés publics portant sur les infrastructures liées à l'énergie enregistrent une baisse de -22 % en volume et de +0 % en valeur par rapport au premier semestre 2025. **Les montants restent stables malgré la diminution du nombre de lots.**

**Infrastructures réseaux de chauffage, gaz, électricité*

Numérique*

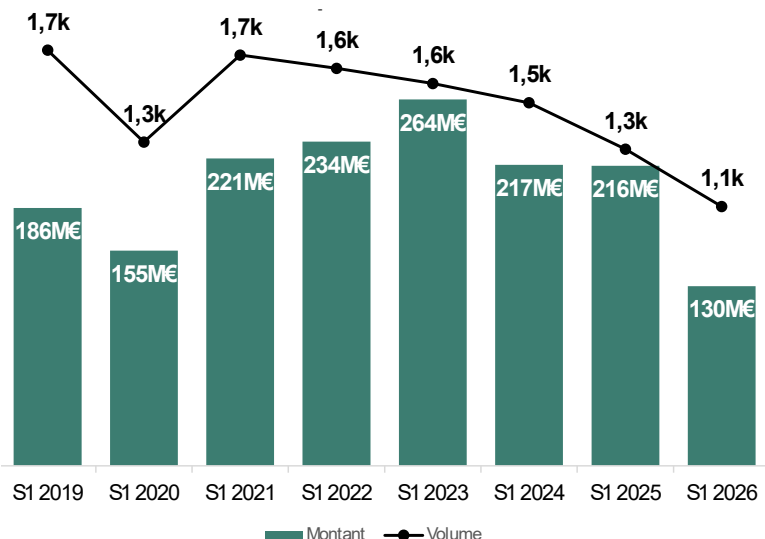


+3 % en volume | -23 % en valeur

Les marchés publics dans le secteur du numérique augmentent de +3 % en volume et diminuent de -23 % en montant au premier semestre 2026 par rapport au premier semestre 2025. C'est d'ailleurs **un des seuls secteur dans les infrastructures en hausse en nombre de lots**. Une volumétrie qui se maintient même largement au-dessus de 2020.

**Infrastructures réseaux de communication filaire, haut débit, etc.*

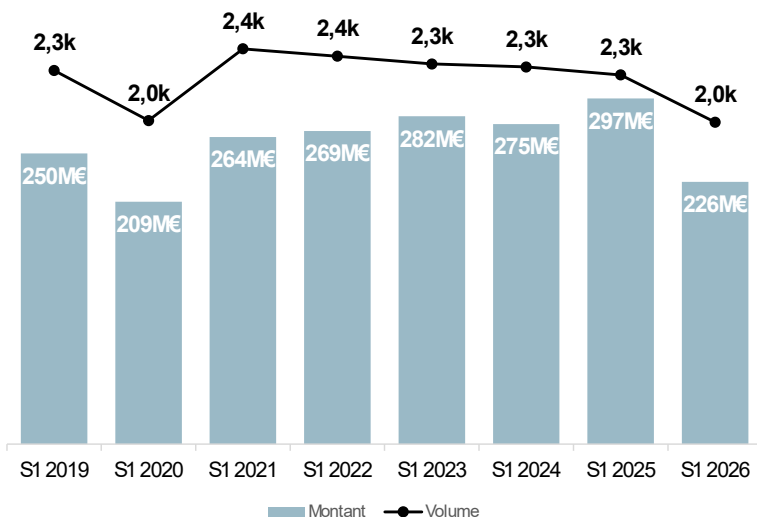
Transports



-18 % en volume | -40 % en valeur

Le secteur des transports marque une forte diminution de -18 % en volume et -40 % en montant de marchés publics entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026. Une forte chute dans **un secteur qui connaît déjà une baisse de marchés amorcée depuis 2023**. Toutefois, la baisse en 2026 est plus marquée que celle de 2020.

Eau



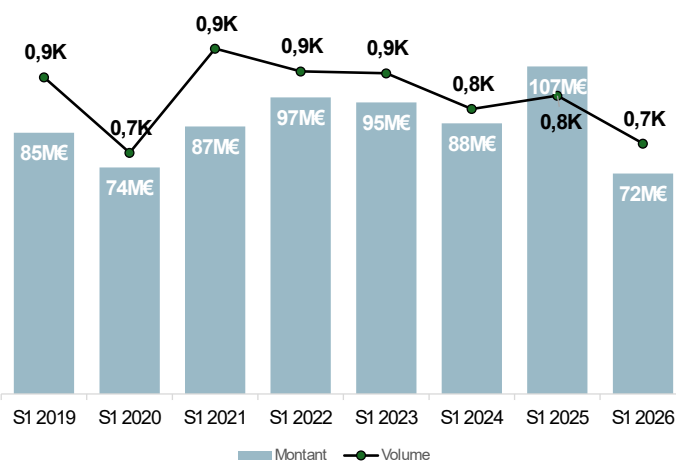
-13 % en volume | -24 % en valeur

Au premier semestre 2026, les marchés d'infrastructures enregistrent -13 % en volume et -24 % en montant par rapport au premier semestre 2025. Une première grosse chute après un maintien, voire une hausse, depuis 2021. Une situation similaire aux dernières municipales puisque ce secteur a aussi connu une baisse en 2020.

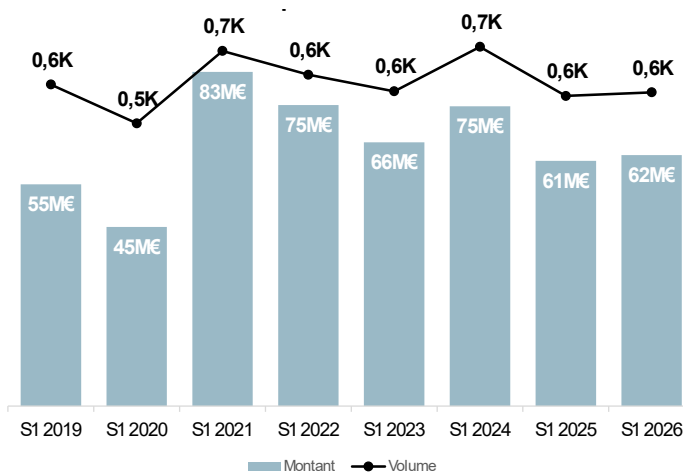
Évolution du volume et de la valeur des marchés d'ingénierie dans le secteur de l'eau sur l'ensemble des premiers semestres depuis 2019.

Zoom sur le secteur de l'eau

Assainissement



Eau potable



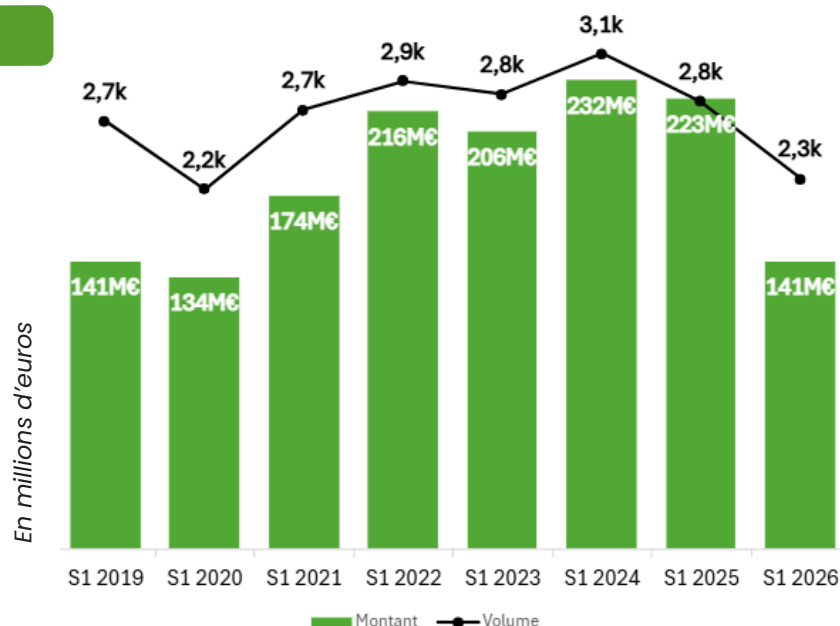
Dans notre étude, les marchés portant sur les infrastructures d'eau sont divisés en plusieurs sous-catégories dont l'assainissement et l'eau potable.

Concernant l'assainissement, après un pic historique sur le premier semestre 2025, on constate une baisse marquée au premier semestre 2026 à des niveaux similaires à 2020.

L'eau potable reste stable en nombre de projets, et marque même une légère hausse en ce qui concerne la valeur des marchés passés ce premier semestre 2026.

L'environnement en baisse après des années d'augmentation

Environnement



Montants prévisionnels : Prise en compte des marchés exceptionnels dont l'attribution n'est pas encore publiée.

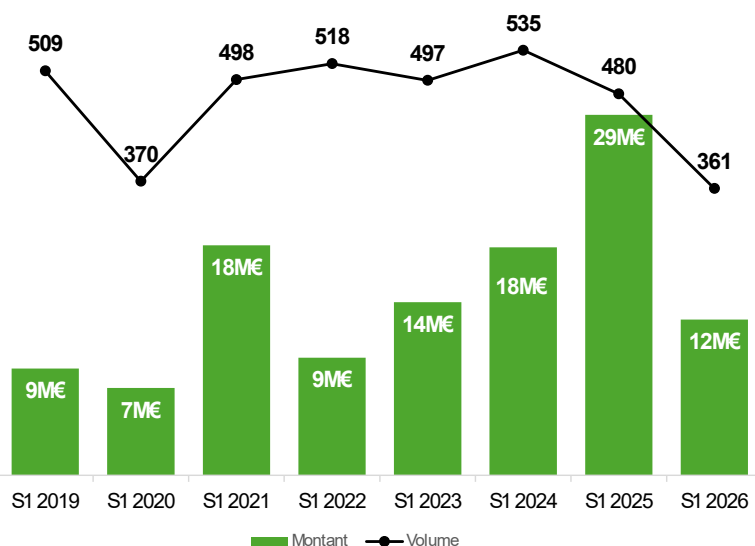
Évolution en valeur et en volume dans le secteur de l'environnement de 2019 à 2026 (en millions d'euros).

Si le secteur de l'environnement a connu une belle croissance ces dernières années, il connaît en ce premier semestre 2026 une baisse importante de -19 % en volume et de -36 % en montant. En effet, ces projets liés à l'environnement sont portés à 65 % par le pôle local. La baisse est donc **une conséquence directe de la diminution des marchés d'ingénierie passés par le pôle local**.

À la suite des événements climatiques exceptionnels de cet été, on peut se poser la question de l'émergence de nouveaux budgets débloqués pour les collectivités dans les prochaines années. Des fonds seront peut-être débloqués pour les collectivités afin de prévenir et de répondre aux aléas climatiques.

Zoom sur le secteur de l'environnement

Biodiversité



-24 % en volume | -58 % en valeur

Les marchés publics liés à la biodiversité connaissent une chute entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026.

Si le volume est quasi identique à 2020, ce n'est pas le cas du montant qui est deux fois plus élevé avec 12 millions d'euros. Les projets de biodiversité passés sont donc moins nombreux, mais plus conséquents.

4

Bilan de l'étude et perspectives pour 2027

La baisse des marchés d'ingénierie s'inscrit dans un contexte plus global de forte diminution de la commande publique. Toutefois, des éléments viennent intensifier ce phénomène. **Quels constats tirer de cette étude et quelles prévisions faire pour l'année 2027 ?**

Quels constats tirer de ce premier semestre 2026 ?



-20 %

en volume des marchés publics entre le 1^{er} semestre 2025 et 2026.



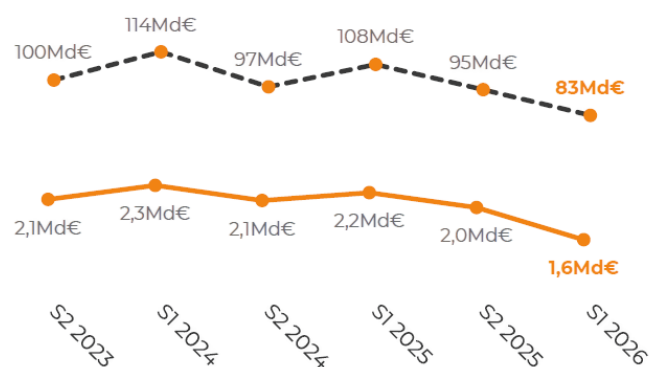
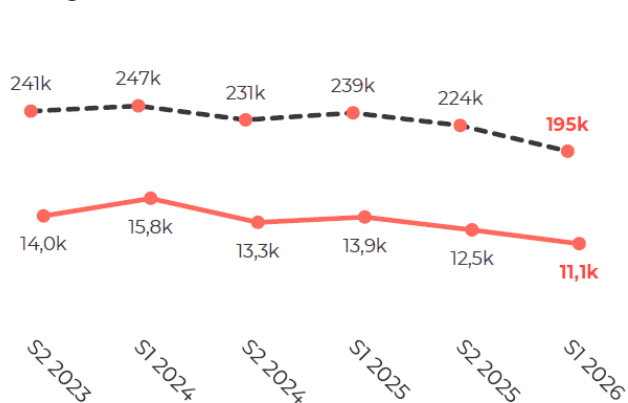
Le 1^{er} semestre 2026 est le plus bas en ingénierie et en travaux, depuis 2020.



Une baisse expliquée en partie par les élections municipales d'avril 2026.

Cette étude sur l'ingénierie dans la commande publique au premier semestre 2026 révèle une baisse importante de -20 % en volume et -21 % en valeur des marchés publics par rapport au premier semestre 2025. Une baisse que n'avait pas connu ce secteur depuis 2020, lorsque la France était touchée par la pandémie mondiale du Covid-19.

Cette diminution des marchés s'explique en partie par les élections municipales d'avril 2026, mais aussi par le contexte économique actuel. Dans un climat très tendu, où l'État cherche à faire des économies dans tous les secteurs, l'ensemble de la commande publique est impacté. Cette baisse globale des marchés se répercute inévitablement sur tous les secteurs, y compris l'ingénierie et les travaux.



— Ingénierie — Commande publique

— Ingénierie — Commande publique

Évolution en valeur et en volume des marchés publics dans le secteur de l'ingénierie et dans la commande publique au global (en milliards d'euros).

Toutefois, si la situation se dégrade dans beaucoup de secteurs, celle-ci reste à nuancer pour certains secteurs ou régions. En effet, les marchés publics passés par les bailleurs sociaux se maintiennent. La région du Grand Est se redresse. De même, les secteurs du numérique et de l'énergie sont beaucoup moins touchés par cette baisse.

Quels prévisions pour cette fin d'année ?

Pour la fin d'année 2026, et le début d'année 2027, on s'attend globalement **à une hausse des marchés publics de l'ingénierie à la fois en nombre et en montant par rapport aux chiffres observés de ce premier semestre, sans toutefois atteindre directement les niveaux de commandes des années précédentes.**

En effet, les élections municipales seront passées, et les projets pourront reprendre progressivement. À la suite de plusieurs études spécifiques sur ce sujet des élections municipales, Vecteur plus a constaté une tendance à la reprise des marchés publics environ 6 à 8 mois après les élections municipales, une fois l'équipe constituée et en place.

Cependant, l'année 2027 sera elle aussi marquée par une élection qui risque de perturber une fois encore la commande publique : **l'élection présidentielle**. Ainsi, s'il est probable que le deuxième semestre 2026 soit marqué par une reprise des activités des marchés publics, cette croissance sera moindre. Il faudra davantage s'attendre à une reprise plus lente début 2027.

Le budget des collectivités a aussi été revu à la baisse, avec un effort de 54 milliards d'euros demandé par l'État sur les dépenses publiques. En 2027, la logique des collectivités ne sera plus aux investissements, mais aux économies.

À connaître : le PLF, projet de loi finances

La plus grande part des investissements publics en France est portée par les collectivités. Pourtant, c'est le PLF qui fixe les dotations qu'elles reçoivent de l'État, ainsi que les efforts d'économies qu'elles vont devoir fournir dans certains secteurs. Si le PLF offre moins de dotations ou plus de contraintes, cela signifiera inévitablement **une baisse des projets de travaux publics, et donc moins de marchés pour l'ingénierie.**

De même, si la loi de finances n'est pas votée à temps, **l'État peut reconduire le strict minimum de projets, sans engager de nouvelles dépenses.** Les acheteurs gèlent alors les nouvelles consultations et les marchés sont décalés ou abandonnés. C'est exactement ce qui s'est passé cette année avec la loi de finances 2026 qui n'a été promulguée qu'en février.

Autre constat : la contrainte budgétaire change la manière d'acheter des collectivités. Face aux exigences financières, **les acheteurs mutualisent davantage avec des groupements de commandes.** Ils privilégient aussi les accords-cadres à bons de commande qui permettent d'ajuster les volumes. Un fait qui explique une nouvelle fois la baisse en volume des marchés publics.



Comment sont sélectionnés les appels d'offres ?



Exhaustivité

Intégralité des appels d'offres au-delà des seuils obligatoires de publication et tous les appels d'offres publiés



Période

Appels d'offres publiés entre janvier 2019 et décembre 2026



Lieux d'exécution

France métropolitaine & La Réunion



Nature d'activités

Ingénierie : maîtrise d'œuvre, AMO, diagnostic, conception, réalisation, études, analyse, audit

Travaux : travaux neufs, rénovation, réhabilitation, mise en conformité, aménagement

Quelle est la répartition des secteurs ?

Les secteurs sont répartis en 5 catégories, elles-mêmes subdivisées en niveaux plus détaillés. Cette combinaison des types d'installation et des métiers donne la répartition suivante :



Bâtiments (résidentiels et tertiaires)

Logements individuels et collectifs, culture, Justice, scolaire, bureau, commerce, tourisme.



Infrastructure

Aménagements urbains, eau, éclairage, déchets, réseaux, transport



Environnement

Biodiversité, espaces verts, sites pollués



Énergie

Production d'électricité et énergie renouvelable



Géotechnique

Bâtiments et génie civil

Quelles sont les typologies d'acheteurs ?

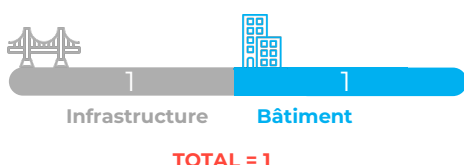
Les acheteurs représentent « toute entité publiant des marchés qui sont soumis au code de la commande publique ». Parmi ces entités, on retrouve notamment :

- » **Pôle local** : communes, syndicats intercommunaux, CCAS, EPL,
- » **Santé** : Centre hospitaliers, EHPAD, Agences régionales de santé, EFS,
- » **Opérateurs publics** : Transports, énergie, services, fédérations, consulaire (EDF, ENEDIS, La poste, UGAP, SNCF, RATP, Autoroutes, CCI, Chambres d'agriculture...),
- » **Bailleurs sociaux** : OPH, ESH, Société économique mixte, Coop d'HLM,
- » **Etat** : Administrations centrales, services déconcentrés et opérateurs rattachés (Ministère, CNRS, CROUS, Agences de l'eau, EPA...),
- » **Conseils territoriaux** : conseils départementaux et régionaux.

Comment sont calculés les indicateurs ?

EN VOLUME

- » Comptage en nombre de lots,
- » Lots multi natures / destinations dédoublonnés.



EN VALEUR

- » 7% alloué à l'ingénierie en conception réalisation,
- » Montants accord cadre en date de publication,
- » Répartition 50/50 entre les destinations.



Sources montants attributions :

- » Projection statistique = 65%
- » Attributions publiées = 30%
- » Montants estimatifs publiés = 5%

Notre modèle de projection des montants

Malgré l'obligation de publication des attributions de marchés, seulement 35% des avis d'attribution sont réellement publiés. Pour fournir des indicateurs sur l'ensemble du marché, Vecteur Plus a développé un modèle de projection des montants afin d'en estimer la part manquante.



Nos montants peuvent évoluer d'une livraison à une autre. Pourquoi ?

Les montants utilisés dans nos dataviz peuvent être soit connus, soit estimés. Entre deux livraisons, de nouvelles informations peuvent être publiées, ce qui peut modifier les estimations et donc les montants affichés.

Tableau des sous-secteurs

Secteur niveau 1	Secteur niveau 2	Secteur niveau 3
Bâtiment	Bâtiments résidentiels	Pas de niveau 3
	Bâtiments tertiaires	Bâtiments administratifs Bâtiments culturels Bâtiments de justice Bâtiments scolaires et périscolaire Bâtiments sportifs Bureaux, immobiliers d'entreprise Défense Enseignement supérieur et recherche Équipements touristiques Gares Grandes surfaces Santé - social
Énergie	Électricité Renouvelable	Pas de niveau 3
Environnement	Biodiversité Environnement des aménagements Environnement industriels/sites et sols pollués Espaces verts	Pas de niveau 3
Géotechnique	Géotechnique bâtiment Géotechnique génie civil	Pas de niveau 3

Secteur niveau 1	Secteur niveau 2	Secteur niveau 3
Infrastructures	Aménagements urbains	Pas de niveau 3
	Aménagements économiques	Pas de niveau 3
	Déchets	Collecte ménager Collecte non ménager Traitement Tri, valorisation et stockage
	Eau	Assainissement Eau potable Espaces naturels et infrastructures
	Énergie	Bornes de recharges Éclairage public Réseaux Vidéosurveillance
	Équipements sportifs de loisirs	Pas de niveau 3
	Militaire	Pas de niveau 3
	Numérique	Pas de niveau 3
	Tourisme	Pas de niveau 3
	Transports et mobilités	Autres Aéroports, aérodromes, hélistation Infrastructures ferroviaires Infrastructures routières Matériels roulants Mobilité Ports et voies navigables Transports intelligent

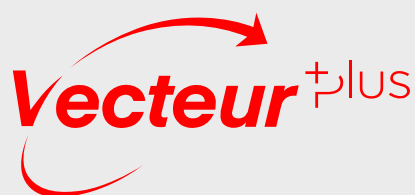


Syntec-Ingénierie est la fédération professionnelle de l'ingénierie. Elle représente les 31 500 entreprises d'ingénierie industrielles et de la construction externalisées implantées partout sur notre territoire.

Syntec-Ingénierie compte 13 délégations régionales et est présidée par Yves Metz depuis septembre 2026.

En tant que syndicat patronal, Syntec-Ingénierie a pour missions de porter la voix de la profession, d'être l'interlocuteur de confiance de la puissance publique et des donneurs d'ordres privés, d'anticiper les changements et d'être force de propositions, et enfin d'accompagner les entreprises d'ingénierie dans les grandes transitions.

www.syntec-ingenierie.fr



Vecteur Plus accompagne les entreprises dans la conquête de nouveaux clients et dans l'acquisition de nouvelles parts de marché. Notre objectif quotidien est de fournir des données de qualité, ciblées et pertinentes pour booster votre performance commerciale.

Remporter une nouvelle affaire dépend de la précision des informations reçues et du moment auquel vous la recevez. C'est pourquoi nous accordons une importance majeure à la qualité des projets (coordonnées des décideurs et intervenants, géolocalisation, dates clés ...) que nous vous livrons et également à votre activité commerciale pour que vous puissiez transformer ces projets en affaires et en chiffre d'affaires.

Avec plus de 30 ans d'expérience sur les marchés publics, nous vous proposons une offre complète pour remporter vos appels d'offres.

www.vecteurplus.com